

Il n'y a pas de guerre ethnique au Rwanda!

Depuis le mois d'avril, une terrible guerre civile ravage le Rwanda. En juin, la France est intervenue militairement dans cette ancienne colonie belge. Mais l'Europe a-t-elle jamais compris quoi que ce soit aux conflits africains? Et son analyse de la situation, opposant les ethnies hutue et tutsie, a-t-elle un fondement historique?

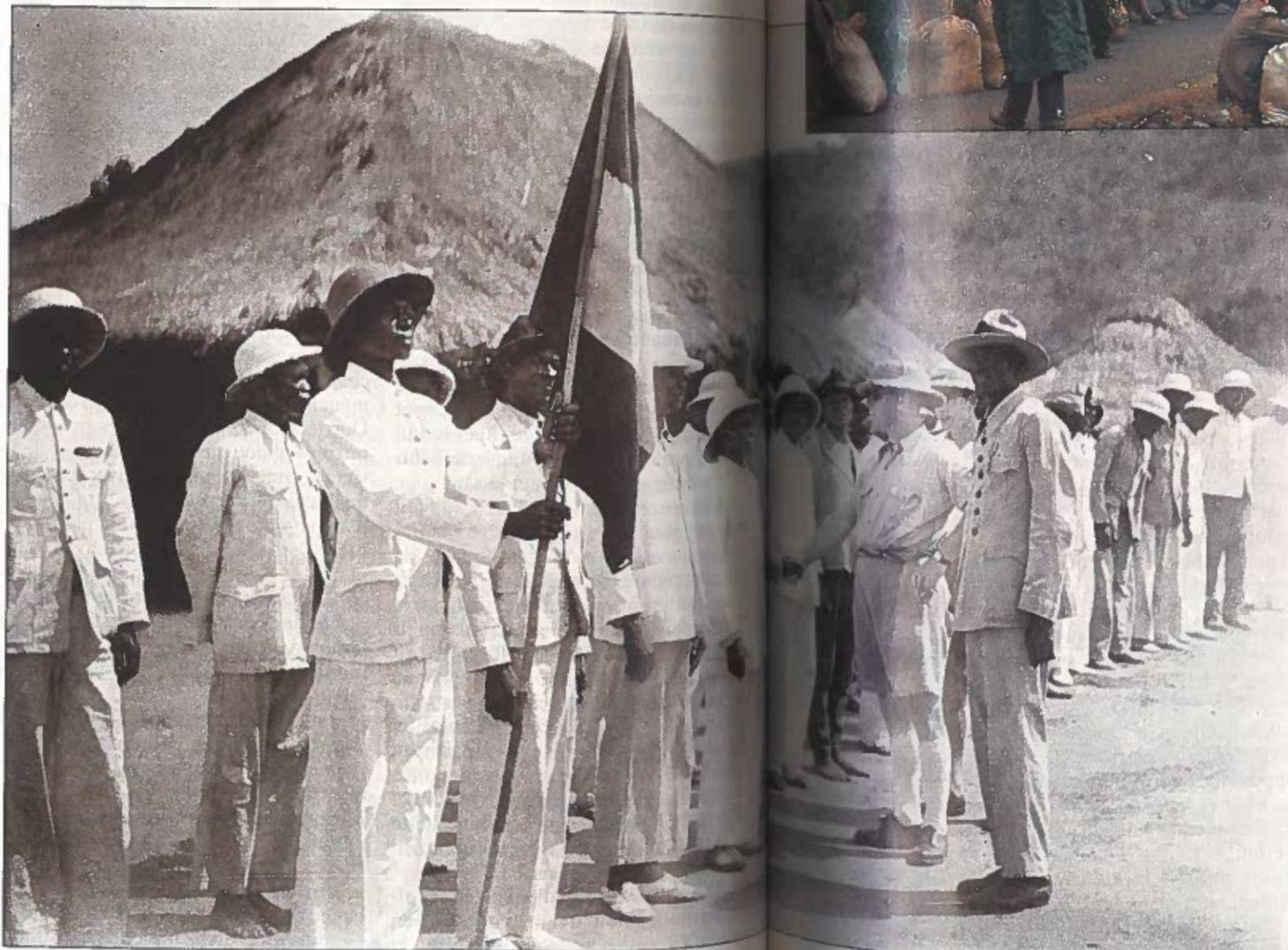
On parle couramment de « guerres ethniques » à propos de la guerre civile qui ravage le Rwanda, et des conflits qui ont déchiré certains États africains. Pourtant, diviser l'Afrique en ethnies, c'est plaquer une image figée sur ce continent et retirer toute dimension historique aux peuples qui le composent. C'est supposer qu'il y aurait des peuples, définis culturellement, géographiquement et historiquement, qui seraient devenus (essentiellement en Europe) des « nations » et d'autres qui, dotés des mêmes caractéristiques, en seraient restés au « stade de l'ethnie ».

Or, dans tous les cas, les identités culturelles que recouvrent ces termes sont le fruit de processus historiques. La dimension politique est un critère essentiel : construction d'un État-nation ou d'un ensemble territorial multiculturel (l'Autriche-Hongrie, la Suisse, etc.). L'emploi du mot « ethnie » en Afrique, succédant depuis une trentaine d'années au mot « tribu », consiste à nier cette dynamique où culture et État se nouent de différentes façons, et à réduire les consciences identitaires à une définition naturaliste qui couvrirait un donné ancestral figé.

L'Afrique précoloniale se caractérisait par la coexistence de situations très variées. D'un côté, des peuples de plusieurs millions d'individus, comme les Zoulous d'Afrique du Sud, les Mandingues (ou Malinkés) de la vallée du Niger ou les Haoussas du Nigéria, étaient les noyaux d'entités politiques à vocation nationale, ou se trouvaient en passe de le devenir. De l'autre, s'organisaient des petits groupes, parfois de quelques centaines d'individus seulement, comme au Gabon, caractérisés par l'emploi d'une même langue, et dont l'avenir réside dans différentes formes

d'amalgame à base religieuse, économique ou autre. Par exemple, au XIX^e siècle, des groupes morcelés de l'actuelle Tanzanie centrale, réunis par l'activité caravanière vers la côte orientale,

ont peu à peu constitué une nouvelle ethnie dite des Banyamwezis (« les gens de la Lune »), d'après le nom qui leur a été donné par les riverains de l'océan Indien.



Depuis l'assassinat du président hutu, Juvénal Habyarimana, le 6 avril 1994, et les massacres qui l'ont suivi, un million et demi d'habitants, tour à tour tutsis et hutus, ont fui le Rwanda (ci-dessus, les réfugiés franchissent la frontière zairoise à Goma). Comment expliquer ce déchaînement de violence inouïe entre les deux communautés? La théorie ethnique qui oppose les « grands » Tutsis, pasteurs aristocrates, aux « petits » Hutus, agriculteurs bantous voués à la vassalité, apparaît aujourd'hui bien fragile. Mais elle est l'héritage d'une politique coloniale qui s'est longtemps appuyée sur l'opposition entre les clans (ci-contre, administrateur français en tournée d'inspection dans une colonie d'Afrique noire) (cf. Ch. Caratini/Syigma et Roger-Viollet).

La religion ou d'autres facteurs, notamment économiques, ont aussi pu être des critères de différenciation au sein d'ensembles parlant le même idiome. Ainsi, les Bambaras du Mali, qui étaient des Malinkés au sens linguistique, s'en sont distingués par leur fidélité au paganisme avant le XV^e siècle, alors que d'autres Malinkés étaient gagnés par l'islam. De même, les Yarsés du Burkina-Faso partageaient la langue des Mossis, animistes, mais ils étaient quant à eux musulmans depuis le XVI^e siècle et

s'adonnaient au commerce, si bien que ce groupe a fini par être perçu comme une ethnie à part entière en raison de ses caractéristiques religieuses et de sa vocation professionnelle.

Une multiplicité d'identités résultait de ces complexes emboîtements des pratiques religieuses, commerciales, matrimoniales ou linguistiques : au Moyen Age, on pouvait être sujet de l'empire du Mali, s'exprimer en langue malinké et appartenir au peuple peul. Quant aux Ouolofs, qui partageaient une même langue et ont joué un rôle décisif d'unification politique dès le XIII^e siècle autour du royaume du Djolof, ils ont amalgamé des groupes de cultures fort différentes. Dans ces conditions, le terme d'ethnie est impropre. Pourquoi ne dirait-on pas des Ouolofs qu'ils ont été à l'origine de l'émergence d'une nation? Leur histoire s'apparente à celle de la constitution des royaumes européens, qui se sont créés par la réunion de populations d'origines dissimilaires.

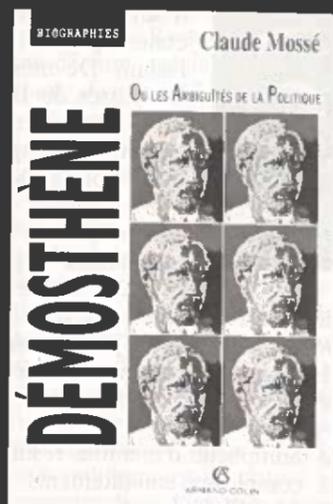
Face à la diversité des identités culturelles africaines, les colonisateurs ont cherché à classer, à hiérarchiser. Cette approche ethnographique, créative des « ethnies » s'est appuyée sur une distinction très sommaire entre peuples plus ou moins dociles, travailleurs, guer-



COLLECTION
BIOGRAPHIES

DÉMOSTHÈNE OU LES AMBIGUITÉS DE LA POLITIQUE

Claude Mossé



Démosthène est l'une des figures les plus attachantes, mais aussi les plus controversées de l'histoire d'Athènes. Sa biographie éclaire bien des aspects de cette expérience unique que fut l'invention par les Athéniens de la démocratie, en même temps qu'elle permet de déceler les enjeux des conflits politiques qui déchiraient la cité et allaient précipiter sa ruine face à l'adversaire redoutable qu'était Philippe de Macédoine.

1994, 160 pages, 95 F.

ARMAND COLIN
Toute l'Histoire.

riers, et ouverts au commerce, non sans de forts relents racistes, qui imprégnèrent l'anthropologie de la fin du XIX^e siècle — au reste, à l'époque, on parlait de « races » et pas encore d'« ethnies ». On insistait alors davantage sur la prévalence de certains traits corporels, y compris la coiffure ou l'habillement, révélateurs de caractéristiques morales et intellectuelles, selon le principe de l'« âme des peuples ».

D'autre part, les Européens ont appuyé leur politique coloniale sur le principe « diviser pour régner ». A l'ouest de la Côte-d'Ivoire, région au peuplement très morcelé, les groupes dits Bétés ont, au début du XX^e siècle, longtemps résisté à la puissance coloniale. A l'est, au contraire, l'ensemble dit Akan (les Baoulés et les Anyis), apparenté à l'ancien empire Achanti du Ghana actuel, et dont était issu Félix Houphouët-Boigny, s'est révélé mieux disposé à l'égard de l'étranger : il s'est vite retrouvé au cœur de l'exploitation de la principale ressource économique du pays, le cacao.

Au Congo belge (actuel Zaïre), c'est sur le soutien des Bangalas dont la langue, le *lingala*, deviendra l'idiome véhiculaire du pays, que le colonisateur peut compter dès la fin du XIX^e siècle. Rapidement, ils constituent la main-d'œuvre du transport fluvial puis le gros de l'armée coloniale. En revanche, les Kongos, héritiers de l'ancien royaume Kongo, auront une attitude plus rétive. Au Katanga, les Belges font venir, des régions limitrophes, des Lubas, qui se révéleront de parfaits auxiliaires pour les missionnaires, et occuperont en nombre les postes administratifs. Ils y sont d'ailleurs tenus aujourd'hui pour des étrangers, et une purification ethnique s'est déchaînée contre eux. La politique coloniale a ainsi semé les germes des conflits futurs.

Ajoutons qu'il n'existe pas de frontières naturelles : notre Hexagone n'a pas été dessiné de toute éternité ! De ce point de vue, l'Afrique ne constitue pas un cas particulier. Des conflits frontaliers, il y en eut, certes, mais en nombre limité. Les guerres qui ont opposé le Sénégal et la Mauritanie ou le Mali et le Burkina-Faso servirent essentiellement d'exutoire à des désordres « ethniques » internes : la chasse aux Maures au Sénégal, d'un côté, le mouvement anti-Peuls en Mauritanie, de l'autre. En Afrique, la question des frontières n'est

pas prioritaire même si, dans la plupart des cas, les découpages territoriaux rassemblent des peuples différents. Dans la plupart des cas, mais pas au Lesotho, ni au Botswana, ni au Burundi, ni au Rwanda...

La guerre du Rwanda représente en effet un paradoxe, car il n'existe dans ce pays qu'une ethnie : celle des Rwandais, qui partagent la même langue et la même culture. L'unification politique du pays s'est faite avec les Hutus et avec les Tutsis confondus. A raison respectivement de plus de 80 % pour les premiers et de moins de 20 % pour les seconds, ils représentent deux anciennes catégories sociales héréditaires, les un plus associés à l'agriculture, les autres plutôt à l'élevage bovin (mais trop peu différenciés pour qu'on puisse parler de castes). Tous partageaient la même culture, les mêmes terroirs, les mêmes traditions, même si deux mille ans plus tôt des mouvements de peuplement différents peuvent expliquer une des origines de ce clivage. Bien sûr, la dynastie qui unifié le pays entre le XVI^e et le XIX^e siècle était tutsie, et l'aristocratie également. Mais des Hutus s'élevaient aussi dans la hiérarchie sociale, les mariages entre les deux groupes étaient fréquents et la plupart des Tutsis et des Hutus vivaient dans des enclos dont le mode de vie était semblable.

Aux origines du conflit : les anciennes puissances coloniales

En racialisant les rapports entre les deux communautés, comme partout en Afrique, mais ici sans doute plus qu'ailleurs, le colonisateur, allemand d'abord, belge ensuite, a créé les conditions d'un conflit. Les Tutsis, que l'on disait venus d'Éthiopie, sont alors décrits comme une race supérieure — plus grands, plus clairs, plus intelligents que les Hutus, plus trapus, plus frustes et voués aux basses besognes. Ce schéma a présidé à la sélection des cadres indigènes et au recrutement dans l'administration. C'est cette racialisation qui est à l'origine des massacres de ces dernières années, particulièrement de ceux qui ont suivi la mort, le 6 avril, du président hutu Juvénal Habyarimana.

D'autant plus qu'à partir de 1957, à la fin de l'époque coloniale, les autorités belges, inquiètes du nationalisme de l'élite tutsie, jusque-là favorisée, ont commencé à s'appuyer sur les Hutus

On assiste alors à un retournement du discours officiel : les Tutsis sont désormais assimilés à des féodaux, voire, comme on le disait beaucoup à cette époque, à des nationalistes proches des communistes. Les Hutus, plus dociles, sont pressés en sous-main de dénoncer les privilèges des Tutsis.

A l'issue de la révolution de 1959-1961, la monarchie tutsie est renversée, et remplacée par une république hutue. Plus de deux cent mille Tutsis choisissent le chemin de l'exil ; ceux qui restent se voient opposer des quotas pour l'entrée dans les écoles et l'accès à toute une série d'emplois. En 1973, Juvénal Habyarimana impose une dictature de parti unique, tout en s'affirmant démocrate en vertu de son appartenance à la communauté majoritaire des Hutus : l'argument ethnique sert alors à légitimer le pouvoir.

A la fin des années 1980, les difficultés sociales et politiques s'aggravent ; on assiste à la montée en puissance des descendants des réfugiés tutsis installés en Ouganda qui forment le noyau du Front patriotique rwandais (FPR) et ouvrent un maquis au nord du pays en octobre

1990. Un racisme on ne peut plus officiel est mis en place par le régime hutu. On condamne les mariages entre Tutsis et Hutus, on stigmatise la « colonisation » tutsie, on dénonce les complots ourdis par les Tutsis avec la complicité de Hutus qualifiés de traîtres. Bref, une logique d'apartheid s'installe, dont on a vu les sinistres effets après le 6 avril dernier.

La France dans le rôle de l'arbitre

La politique de la France au Rwanda est un assez bon exemple des préjugés européens concernant l'Afrique : depuis 1990, la France a encouragé l'opposition intérieure rwandaise (majoritairement hutue) à se rapprocher du dictateur Habyarimana, pour faire échec à un FPR assimilé aux seuls Tutsis. Or, il n'y a pas que des Tutsis au sein du FPR, dont plusieurs dirigeants, à commencer par son président, sont hutus. Et l'ancien régime de Kigali s'appuyait en fait sur une minorité de Hutus, une faction du Nord du pays liée à la famille présidentielle. Mais dans la tête de chacun de nos respon-

sables sommeille un ancien ministre des Colonies. Ils préfèrent s'en tenir confortablement à de vieux clichés plutôt que de considérer les véritables enjeux politiques du conflit.

Face à un pouvoir qui a joué à fond de l'intégrisme ethniste hutu pour disqualifier toute opposition, un courant démocratique, certes hétérogène dans ses formes (opposants hutus rescapés des massacres, mouvement armé du FPR), propose un projet national radicalement différent. En réduisant cette situation à un « affrontement interethnique » entre une « revanche tutsie » venue de l'est et un réduit « hutu » à l'ouest du pays, la France se donne le beau rôle d'arbitre, tout en cautionnant en fait le clivage racial qui était au cœur du génocide dont ont été victimes des centaines de milliers de Tutsis et de Hutus dénoncés comme « traîtres à leur ethnie ». Même si les « ethnies » n'ont pas l'existence que l'on croit en Afrique (et tout particulièrement au Rwanda), l'ethnisme comme idéologie d'exclusion et comme outil de pouvoir existe bel et bien dans l'Afrique d'aujourd'hui.

Jean-Pierre Chrétien

PESSAC 16-21 NOVEMBRE 94

5^{ème} FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM D'HISTOIRE

nos années 60

A l'affiche

- 50 longs métrages sur l'histoire des années 60
- Des documentaires vidéo
- programmation Pierre-Henri Deleau

Des événements cinéma

- Table-ronde avec les réalisateurs
- Portrait d'une personnalité du cinéma avec la collaboration de Canal+
- Soirée spéciale ciné-rock

4 rencontres d'histoire
en présence d'historiens et de grands témoins

- De Gaulle superstar
- Sa Majesté la croissance
- On a marché sur la lune
- Les années Viêt-nam

co-organisées avec la revue *L'Histoire*, conseiller historique Jean-Pierre Rioux

Les autres débats

- *Les mutations de Bordeaux et de l'Aquitaine dans les années 60* co-organisé avec l'Université Michel-de-Montaigne, Bordeaux III
- *Mœurs et mentalités : le grand tournant* co-organisé avec *Le Monde*
- *La Nouvelle vague revisitée*
- Emissions de radio (Radio France) et de télévision (La Sept/Arte, France 3)
- Rencontres IEP/Sud Ouest

Les plus du Festival

- Concours de scénario court et long métrage
- Séances scolaires et ateliers d'analyse de films
- Exposition d'affiches originales de films

Programme sous réserve de modifications
Renseignements : 56 46 25 43 - Fax : 56 45 82 81
Place de la Vème République 33600 PESSAC